

Essai sur la guerre révolutionnaire : est-ce la guerre future?

Autor(en): **Montfort**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **103 (1958)**

Heft 7

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-342884>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE MILITAIRE SUISSE

Rédaction-Direction : Colonel-brigadier **Roger Masson**

Rédacteur-Adjoint : Lt-colonel EMG **Georges Rapp**

Administration : Lt-colonel **Ernest Buetiger**

Editeurs et expédition : Imprimeries Réunies S. A., av. Gare 33, Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II 5209)

Annonces : Publicitas S. A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT : Suisse : 1 an Fr. 12.— ; 6 mois Fr. 7.— ; 3 mois Fr. 4.—
Etranger : 1 an Fr. 15.— ; 6 mois Fr. 8.— ; 3 mois Fr. 4.50

Prix du numéro : Fr. 1.50

Essai sur la guerre révolutionnaire Est-ce la guerre future ?

Au stade où le XX^e siècle est arrivé, correspond une nouvelle forme de guerre. On peut l'appeler guerre politico-militaire puisque les moyens politiques deviennent aussi efficaces que les avions, les canons et les chars.

(Définition attribuée au Maréchal Boulganine).

1. INTRODUCTION. GÉNÉRALITÉS

De plus en plus nombreux sont ceux qui se demandent si la guerre atomique n'est pas en train d'être dépassée et de se voir reléguée au deuxième plan — dans une certaine mesure comme la guerre des gaz — remplacée qu'elle serait par la guerre révolutionnaire, par la guerre politico-militaire.

On a pu écrire que ni l'artillerie atomique, ni l'aviation atomique tactiques ne révolutionneront la conduite du combat. Leur engagement devrait beaucoup plus conduire à la répétition, en les exagérant encore, des théories extrémistes d'un Nivelles ou d'un Douhet.

Quant à l'arme stratégique thermo-nucléaire, la bombe H, de plus en plus nombreux sont les esprits indépendants qui

se disent que si cette arme n'était en possession que d'un seul parti on pourrait encore admettre son emploi, mais que seul un fou — qu'il soit chef politique ou militaire — voudrait se risquer à donner l'ordre de l'employer, à des subordonnés assez fous pour exécuter cet ordre, quand chacun sait qu'il sera en butte, à coup sûr, lui et tous ses concitoyens — tous les siens — aux représailles massives, aux ripostes immédiates, de l'ennemi qui possède la même arme.

D'autre part, si on ne voit, à l'heure actuelle, aucune nécessité *historique* qui pousse à une nouvelle guerre mondiale, il y a par contre de nombreux motifs, de nombreuses possibilités de petites guerres.

Enfin, si l'on se place sur le terrain de la lutte des idéologies, la petite histoire suivante — vraie ou fausse — qui se raconte dans les popotes d'officiers français, résume assez bien, sur le mode plaisant, ce que pourrait être la situation politico-militaire actuelle.

Elle se situe, dit-on, dans un aréopage international qui se réunit, une fois par an, pour décider de la défense du monde occidental, compte tenu des dernières nouveautés dans le domaine des effectifs et dans celui de l'armement nucléaire.

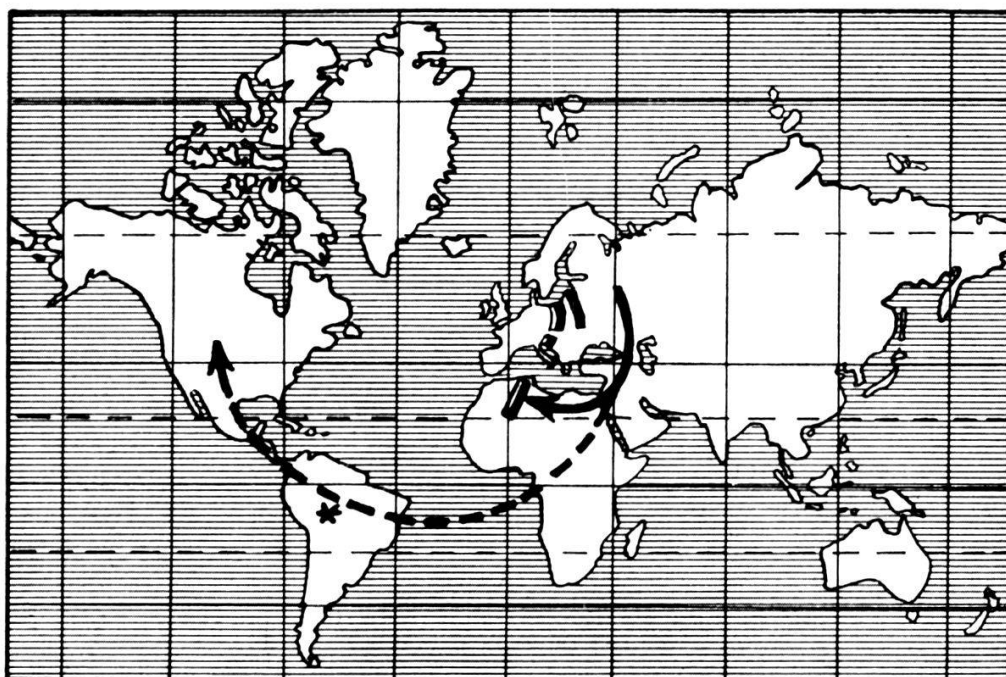
Très rapidement, la conversation entre les dix-sept nations participantes tournait à un dialogue entre les deux seuls possesseurs de la bombe atomique, les Anglais et les Américains. Le représentant de la France tapotait sur la table d'un air un peu absent. Quand son tour fut venu de dire ce qu'il pensait des décisions prises, il a répondu : « Rien ». Ce brillant aréopage en a été frappé de stupeur. « Vraiment, Général, vous ne pensez rien, alors que toutes les nations du Centre-Europe sont derrière vous ? ». « Non, a-t-il répliqué, mais pardon, je n'ai pas dit que je n'avais rien à dire; j'ai dit que le sujet tel que vous veniez de le traiter ne m'intéressait pas. J'ai cependant quelque chose à dire et je vais le faire sous forme de sketch, comme il est de tradition dans les milieux anglo-saxons lorsqu'on discute de problèmes sérieux. Je vais vous faire, moi tout seul, le sketch de Boulganine et de Khrouchtchev

qui parlent ensemble lorsqu'ils viennent d'apprendre, par le menu, la conférence que nous venons d'avoir ici ».

« Boulganine dit à Khrouchtchev : « Ils ont fait là-bas un bien joli Kriegspiel, seulement, nous, on s'en moque de la bombe atomique : on ne l'emploiera pas ». « Oui, dit Khrouchtchev, la bombe atomique on ne l'emploiera pas, c'est exact, mais ils ont pris une décision très grave, celle de se servir de la bombe atomique les premiers, si on les attaquait ». « On s'en moque, dit Boulganine, on ne les attaquera pas ». « Comment, dit Khrouchtchev, on ne les attaquera pas ? Alors, on trahit ? On trahit Lénine ? On trahit l'expansion du communisme dans le Monde ? » « Non, rassure-toi, on ne trahit rien du tout. Il y aura toujours la guerre. Mais nous, parce que nous sommes communistes, parce que nous sommes habitués à ce régime et à ses formules, parce que nous avons une avance considérable dans ce domaine, nous saurons, nous, mener une guerre qui sera toujours au-dessous du niveau de la guerre généralisée, au-dessous du niveau de la bombe atomique. Nous en tirerons les ficelles : nous savons comment faire. Nous la ferons par personnes interposées. Il n'y a aucun intérêt à ce que notre drapeau soit en tête dans cette aventure. Et naturellement nous essayerons de l'appliquer aux maillons qui nous paraissent les plus faibles, c'est-à-dire d'abord les maillons de la chaîne de l'empire colonial français et de l'empire colonial anglais ». Enfin, il ajoutait pour conclure : « Dans ce domaine des guerres dites coloniales, nous avons une chance inespérée : nos adversaires les plus puissants, les Américains, vont être nos alliés ».

Tout se passe en effet comme si cette histoire était réelle. Car il paraît difficile de soutenir que les guerres subversives, les guerres révolutionnaires, qui viennent de se dérouler depuis le deuxième conflit mondial se soient déclenchées, dans une région donnée et à un moment donné, par un pur hasard. Il paraît également difficile d'attribuer leur évolution, qui présente de nombreux caractères communs, à un pur hasard. La complexité des formes de la guerre révolutionnaire, sa

durée, exigent, semble-t-il, une conduite spécialisée, permanente, tout autant et même davantage que la guerre classique. Et c'est bien, on en conviendra, l'impression que donnent les conflits depuis la dernière guerre mondiale : celle de correspondre à un plan, car tout se passe comme si ces opérations étaient synchronisées. Il se pourrait qu'« on » fixe, qu'« on » amuse la défense du bloc occidental avec la menace de l'arme atomique, tandis qu'« on » manœuvre, qu'« on » déborde l'Europe par le sud !



M.P.E.

* *Note.* La conduite de Grenoble qu'on a récemment faite à Mr Robert Nixon, vice-président des États-Unis, au Pérou et au Venezuela, pourrait être un signe avant-coureur qui justifie cette flèche.

En admettant même que les circonstances présentes excluent, pour le moment, toute guerre de ce genre à laquelle nous pourrions être mêlés, nul ne sait ce que l'avenir nous réserve. Une crise économique grave ne suffirait-elle pas pour changer complètement notre situation ? Si, par exemple,

l'actuelle « récession » américaine s'aggravait et déchainait comme en 1930 une série de crises dans l'économie mondiale, les chances du communisme s'accroîtraient nettement.

Il paraît donc intéressant et utile d'étudier la guerre révolutionnaire, en faisant ici ou là, au passage, quelques comparaisons avec la guerre classique. Si la guerre nucléaire est une inconnue pour tout le monde, la guerre révolutionnaire est en tout cas une inconnue pour nous.

2. CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE LA GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE

La guerre révolutionnaire se présente comme une lutte politico-militaire de complexité et d'envergure croissantes. Elle s'exerce dans un domaine infiniment plus vaste que la guerre classique.

La guerre révolutionnaire est essentiellement la guerre totale. Toutes les activités humaines, qu'elles soient politiques, économiques, sociales, psychologiques ou militaires, s'y conjuguent étroitement.

Mais ses succès sont moins, semble-t-il, dus à l'application de principes de guerre nouveaux qu'à un dosage différent des divers éléments de la guerre déjà connus, qu'à l'importance différente que prennent ces divers facteurs par rapport les uns aux autres.

Cependant, relevons de prime abord que la guerre classique et la guerre nucléaire — qui est peut-être considérée par certains comme classique à l'époque où nous vivons — ont besoin toutes deux d'un *front*, même s'il n'est pas continu, tandis que la guerre révolutionnaire est une guerre en surface, une sorte de mêlée, où l'avant se superpose aux arrières.

Remarquons encore que la guerre révolutionnaire met en défaut l'adage d'après lequel il faut « avoir l'armée de sa politique ». Mao Tse-tung, dont les moyens étaient initialement très réduits, n'avait pas, en 1947, l'armée de sa politique ; il a pourtant mené à son terme victorieux sa guerre révolutionnaire.

Penchons-nous, maintenant que les différences essentielles entre la guerre révolutionnaire et la guerre classique nous paraissent établies, sur quelques-uns des facteurs connus de cette dernière, et voyons en quoi diffère leur application à la guerre révolutionnaire.

Le terrain. Dans la guerre politico-militaire¹, la notion terrain s'étend beaucoup plus que dans la guerre classique et elle devient « terrain-population ». C'est-à-dire que si la valeur tactique d'un point topographique demeure, elle ne prend toutefois son sens complet qu'en rapport avec la population qui s'y trouve ou que son occupation permettra de contrôler. Dans le cas cependant de verrouillage d'une frontière² ou de blocage d'une zone, le terrain peut prendre, peut garder, sa valeur exclusivement militaire, tactique ou même géographique.

Il y a dans toute cette guerre, bien davantage que dans la guerre classique, interpénétration complète entre armée et population, parce qu'il s'agit, nous l'avons vu, d'une guerre absolument totale. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point d'extrême importance car il est impossible de classer un exposé sur ce sujet en paragraphes étanches.

Mao Tse-tung n'a-t-il pas écrit : « Dans notre guerre, le peuple armé et la guérilla d'une part, l'Armée rouge en tant que force principale d'autre part, constituent les deux bras d'un même homme. Une Armée rouge sans l'appui de la population en armes et de la guérilla serait un guerrier manchot. »

Le facteur « population », combiné avec le terrain, prend donc une *valeur tactique*. Son action pèse sur tous les domaines, en particulier sur celui des opérations militaires où sa participation, même partielle — nous verrons plus loin en quoi — joue un rôle essentiel.

¹ Nous employons indifféremment les deux termes : guerre révolutionnaire ou guerre politico-militaire. On parle encore de guerre subversive.

² Cas de la frontière algéro-tunisienne pendant la guerre révolutionnaire d'Algérie, par exemple.

Si on en arrive déjà à substituer, dans la guerre classique, le facteur « *milieu* » au facteur « terrain » en faisant intervenir sous ce terme les éléments économiques, politiques, humains, en combinaison avec les conditions de la géographie physique pure, réduire la population à un rôle accessoire, dans la guerre révolutionnaire, serait nettement insuffisant.

Relevons encore que la conquête ou l'occupation d'un secteur de « terrain-population » est indispensable pour la création, l'organisation, d'une « base » en vue d'opérations militaires futures.

Action psychologique (guerre psychologique). De l'importance de la donnée « terrain-population » dans le genre de guerre que nous étudions, découle la primauté de l'action psychologique¹. Car, si dans la guerre classique il s'agit de vaincre une force militaire ennemie et pour cela de la mettre hors de cause, dans la guerre révolutionnaire il s'agit avant tout de conquérir ou de garder une population. Et finalement, non pas tant de détruire l'adversaire que de le rallier.

Les arrières. L'initiative des opérations appartenant, initialement, aux insurgés, ceux-ci chercheront à empêcher les autorités établies d'organiser une espèce de « front »² en vue de couvrir, tout d'abord, l'occupation et l'organisation d'une « base ». Si les autorités parviennent néanmoins à atteindre le but qu'elles se proposent, l'insurrection s'efforcera de faire céder ce « front », soit en soulevant les arrières, soit en les perturbant par une action intensive de guérilla.

Dans la guerre politico-militaire, dans la guerre totale, il ne doit pas exister d'arrières sûrs pour l'adversaire ! D'où découle leur importance particulière, le rôle essentiel de ces « bases » qui sont non seulement constituées par des organisa-

¹ Au moment où nous écrivons — fin mai — et sans préjuger de l'avenir, les « événements d'Algérie » illustrent bien l'importance de l'action psychologique.

² Si nous employons ici le terme « front », cela n'empêche pas qu'il n'y en ait plus une fois la guerre révolutionnaire en plein développement ou, pour dire mieux, que fronts et arrières soient alors superposés, mêlés.

tions militaires, des formations de l'arrière, mais encore par un « matelas » de population.

C'est encore Mao Tse-tung qui dit, lorsqu'il examine les facteurs constants de la guerre révolutionnaire : « J'en distingue cinq, mais le premier et le plus important des facteurs constamment agissants, c'est la *solidité de l'arrière* ». Il dit encore : « La solidité de l'arrière passe avant le nombre et la qualité des divisions, elle passe avant l'armement de ces divisions et elle passe avant les capacités d'organisation des cadres de l'armée ». Et il ajoute : « Lorsqu'il faut passer à la contre-offensive, on doit peser les facteurs qui sont naturellement : l'ennemi, le terrain, la mission, les moyens ; mais il n'y en a qu'un en fait qui soit essentiel et absolument nécessaire dans tous les cas, c'est la *solidité de l'arrière*. S'il n'y a pas celui-là, ce n'est pas la peine de commencer ». On ne saurait mieux dire et mieux établir l'importance particulière de ce facteur.

Action combinée, militaire et civile. Nous avons déjà abordé ce point ; nous venons de le faire à propos des arrières, des « bases ». Et nous y revenons. C'est parce que dans la guerre révolutionnaire il y a une telle interpénétration d'actions « militaires » et d'actions « civiles », des forces armées et de la population, qu'il est impossible de se pencher sur n'importe quel problème sans qu'il soit touché par ces deux éléments ou qu'il touche aux deux. Il convient cependant, compte tenu de son importance, d'en faire une étude à part, même si elle est sommaire.

Si la politique dirige la guerre classique, a fortiori la victoire « politico-militaire » est-elle le fruit d'une parfaite harmonie de ces deux facteurs. Une démonstration plus développée paraît inutile mais il semble nécessaire de préciser les domaines où l'intervention *civile* est indispensable. Il s'agit des activités suivantes :

- Renseignement.
- Exploration.
- Sûreté (couverture des stationnements).
- Exploitation du succès (création de nouvelles « bases »).

— Organisations locales d'auto-défense (espèces de gardes locales).

Que l'on songe uniquement au fait que ces organisations portent, en général, des vêtements civils et l'on comprendra leur utilité.

3. FORMES DU COMBAT

Faute de moyens pour *occuper une zone* entièrement¹, on peut envisager trois procédés pour en reprendre le contrôle.

Le premier d'entre eux est celui de la (ou des) « tache d'huile ». D'un (ou de plusieurs) noyau on s'étale progressivement. Si ce procédé est valable à tous les échelons, il faut prendre garde cependant de ne pas étendre trop vite une « tache » avant que la région qu'elle recouvre ne soit parfaitement sûre.

Le deuxième, applicable seulement aux régions peu habitées, consiste à en évacuer les habitants en créant une « zone interdite ». C'est évidemment un moyen radical !

Le troisième, qui est une variante du deuxième, consiste à regrouper la population sur des points bien choisis où son contrôle et sa protection seront plus faciles. Hâtons-nous d'ajouter que ce procédé, comme le précédent, requiert des conditions bien précises car il ne doit pas porter atteinte aux intérêts vitaux des habitants, faute d'être alors plus nuisible qu'utile.

Les opérations *offensives* — comme toutes les opérations du reste — n'ont en général d'intérêt que dans la mesure où elles contribuent à démanteler l'organisation politico-militaire révolutionnaire. Mais remarquons que la destruction des forces rebelles n'est pas un but en soi ; elle peut même être néfaste si elle aliène gravement des sympathies. C'est encore là un caractère particulier de la guerre révolutionnaire.

Les Français, qui ont — est-il nécessaire de le dire ? — une

¹ Pour les Français, ce fut le cas de l'Indochine, c'est de cas de l'Algérie.

expérience de plus de douze ans de la guerre révolutionnaire, envisagent trois genres d'opérations offensives :

Le « *bouclage* » qui consiste à encercler puis à mettre hors de cause un groupement rebelle. Pour l'exécuter, il faut d'abord : *situer* ce groupement, *l'entourer* (le boucler !), *progresser*, *fouiller le terrain* en mettant hors de cause tout adversaire rencontré.

L'opération « *tourbillon* » qui a pour but de « brasser » une zone en y multipliant les patrouilles, les embuscades, les fouilles. Au début, les rebelles se terrent, mais au bout de quelques jours ils doivent bien sortir pour se ravitailler, prendre liaison entre eux, se renseigner. On fait alors quelques prisonniers, on les interroge, on capture des documents, et les renseignements ainsi obtenus permettent de monter à coup sûr de petites opérations qui finissent par entamer l'organisation des forces révolutionnaires.

Le troisième type d'opération, qui découle parfois du deuxième, comporte les « *actions locales* », patrouilles, embuscades, coups de main de jour et de nuit, opérations montées et conduites a priori ou, mieux, sur renseignement.

Dans les trois cas, il s'agit, le plus souvent, de combats d'infanterie appuyée ou non de blindés, d'artillerie et d'aviation, contre une infanterie en général fluide, c'est-à-dire apte à se disperser et même à disparaître.

Relevons dans un ordre d'idées semblable, que le réflexe du bon fantassin, « fixer et déborder », conserve toute sa valeur. Il devient : « fixer, boucler et mettre hors de cause ».

Disons encore — ce n'est, semble-t-il, pas sans intérêt pour nous — que bien des officiers français se demandent si le moment n'est pas venu de restaurer une véritable infanterie, nombreuse, sobre, rustique, capable — disent-ils — de « marcher à pied », car l'infanterie qu'ils ont négligée, par suite d'une interprétation erronée des perspectives atomiques, est redevenue pour eux, dans la guerre révolutionnaire, la Reine des batailles¹.

¹ Il a même fallu « reconvertir » en infanterie bonne partie des autres Armes, pour en avoir suffisamment.

On a même pu écrire, et tout récemment, que mieux que les « half-tracks », mieux encore que les chenillettes légères qui sont arrêtées par la plupart des lits de ruisseaux ou de torrents que le fantassin poursuivi a franchi sans difficulté, le *cheval* fournirait aux forces régulières le véhicule tous terrains vrai au regard de l'infanterie adverse, le seul apte à la poursuite avec la même fluidité que l'infanterie marchant à pied. Et on voit se reformer, en Algérie, des « compagnies d'infanterie montée ».

Le commandement a avantage, le plus souvent, à maintenir à toutes ces opérations un caractère décentralisé et à éviter, notamment, de garder des réserves trop importantes. Hors le cas de menaces extérieures ou intérieures graves, il est en général préférable de se servir de ses moyens pour prendre et conserver l'initiative. Il ne convient en tout cas pas d'immobiliser des effectifs importants sur des positions qui donneraient aux troupes une mentalité, un esprit, défensifs.

* * *

C'est le moment, semble-t-il, d'étudier, de préciser, le « point » ennemi, adversaire. Nous ne croyons pouvoir mieux faire que de reproduire à cet effet « Les cinq phases de la Révolution, d'après Trotsky ». Le lecteur pourra se convaincre au passage, à la lumière d'événements récents connus de chacun, de l'actualité de ces prescriptions et combien elles doivent faire encore autorité.

* * *

4. LES CINQ PHASES DE LA RÉVOLUTION, D'APRÈS TROTSKY

1. D'abord, dans le secret, constitution de noyaux actifs d'agitation, de propagande, de renseignements. Mission : diffusion de l'Idée, aggravation des contradictions internes du Pouvoir, opposition aux mesures imprudentes prises par lui.

2. Création d'organisations locales (urbaines et rurales) formant un réseau de surveillance et de résistance passive — servant de relais — cachant les réfractaires — isolant et intimidant les adversaires — noyant les associations et tous les rouages de la Société à « désarticuler ».

La mise au point de cette infrastructure peut aller de pair avec la création d'un climat « favorable » pour l'expansion de l'Idée (manifestations, grèves, sabotages, émeutes) si toutefois le pouvoir menacé n'offre pas, de lui-même, par sa passivité, ses maladresses, sa complaisance, ou sa complicité, les occasions recherchées.

3. Constitution de bandes : noyaux de choc permanents, ou milices locales « populaires » prêtes à se rassembler pour un coup de main et à se disperser aussitôt. C'est le moment choisi par les « rebelles » pour passer à l'action : sabotages plus nombreux, attentats pour éliminer les cadres locaux adverses, terreur sur zone, propagande toujours plus violente et plus intense, recrutement des premiers « combattants » formés militairement et surtout « convertis ». La guérilla apparaît.

4. Prenant corps, la rébellion s'efforce d'installer un réseau de bases sûres dans tout le pays, resserrant méthodiquement son maillage. Des propagandistes armés sont partout présents, dosant savamment terreur et persuasion pour conquérir les esprits, creuser le fossé entre pouvoir et population et compromettre celles-ci. Les efforts sont concentrés sur des zones soigneusement choisies, dont on cherche la « libération » pour installer un gouvernement insurrectionnel. Cellules, organisations locales, bandes prolifèrent : des unités régionales, bien commandées et armées, susceptibles de tenir campagne, sont créées et se multiplient, intensifiant la guérilla. En fin de phase apparaissent les premières unités d'une armée régulière : « La force principale ». Un Comité central (ou le « Parti ») coordonne toutes ces actions.

5. La lutte peut alors entrer dans sa dernière phase, période active de guerre insurrectionnelle, combinant étroite-

ment opérations de type classique et actions de guérilla, l'action psychologique continuant à attaquer un moral adverse déjà ébranlé. Le but est proche : l'insurrection triomphe quand la conquête de toute la population s'achève et lorsque la « contre-offensive générale » écrase les forces du Pouvoir établi, ou contraint celui-ci à la négociation ¹.

* * *

C'est dans la deuxième phase que le système des *hiérarchies parallèles*, qui a pour but la prise de possession des personnes, des individus, commence à s'organiser. Ce système est le suivant.

Un individu, homme ou femme, est militaire, fonctionnaire ou « civil » (!).

S'il est militaire ou fonctionnaire (du parti de la Révolution) la question de son loyalisme vis-à-vis du Gouvernement révolutionnaire ne se pose pas. Où qu'il soit, dans le rang, dans un bureau, il sera sous l'œil d'un représentant du parti, ou de camarades qui n'hésiteraient pas à le dénoncer à la moindre défaillance.

S'il est « civil », il *doit* appartenir à une association d'état reconnue. Par exemple : jeunesses masculines, jeunesses féminines, vieillards, paysans ou syndicat. De sa naissance à sa mort, un individu doit être embrigadé et suivi, contrôlé. A chaque échelon de ces organisations (commune, ou même quartier dans les grandes agglomérations, canton, sous-préfecture, préfecture, Etat) un comité existe ; il dirige l'échelon inférieur et reçoit ses instructions, ses ordres, de l'échelon supérieur. C'est là une *première hiérarchie*.

Il en existe une *deuxième* qui est la hiérarchie territoriale : village, ville ou quartier, canton, sous-préfecture, préfecture, Etat. Et ce qui distingue cette organisation de nos organisations

¹ Il fallait reproduire in extenso ce schéma de Trotsky car il s'applique exactement — au moment où nous écrivons, mais, fort heureusement, dans ses débuts seulement — à la guerre révolutionnaire d'Algérie, pour ne citer que le cas concret le plus récent.

administratives normales, que connaissent tous les Etats dits bourgeois, c'est qu'à chaque échelon il y a un comité des trois membres — la fameuse « troïka » — qui se contrôlent les uns les autres, puis, au-dessous, des « responsables » (et ils le sont vraiment !) : responsable des effectifs, responsable de la propagande, responsable de la jeunesse, responsable du ravitaillement, etc.

« Tout se passe dans le Système comme dans la comptabilité en partie double : la hiérarchie territoriale, ce pourrait être ce grand livre sur lequel on porte, dans l'ordre chronologique, les recettes et les dépenses ; les associations pourraient être ces registres particuliers suivant lesquels on ventile par article ces mêmes recettes et ces mêmes dépenses. Ce procédé de comptabilité est bien connu ; il est appliqué dans le monde entier parce que c'est lui qui permet de déceler le plus facilement les erreurs et de les situer »¹. C'est aussi ce qui fait la force des hiérarchies parallèles ; le système décèle les défaillances et aussitôt les situe. Par le procédé de l'auto-critique, espèce de « confession publique », bien connue, il est facile, on le conçoit, d'apprendre dans les réunions de jeunes, de vieillards, d'ouvriers, ce qui se passe dans un village, dans un quartier, et même dans une famille.

Mais il existe encore une *troisième hiérarchie*, elle aussi parallèle aux deux autres, et ce n'est pas la moins importante. C'est la *hiérarchie du Parti* qui constitue une sélection.

Ce système des hiérarchies parallèles aboutit à la prise de possession complète, on le comprend aisément, des corps et des âmes, même si l'existence de ces dernières est niée par la doctrine révolutionnaire ! « Quand on tient solidement un vase, on met ce que l'on veut dedans ».

* * *

¹ *Guerre révolutionnaire et Arme psychologique*, conférence du colonel LACHEROY, chef du Service d'action psychologique et d'information de la Défense nationale française (depuis, chef du Service d'information du commandant supérieur interarmées d'Algérie) aux officiers de réserve de la 1^{re} Région militaire.

5. LES PARADES. LES RIPOSTES ¹

Dans la *période pré-insurrectionnelle*, en grande partie *clandestine*, les révolutionnaires cherchent surtout à détacher la population des autorités légales, traditionnelles, et à en prendre progressivement le contrôle ; les hiérarchies parallèles s'instaurent (organisation de la masse), la propagande déferle (endocinement idéologique).

Dans cette période, il s'agit de préférence, pour l'autorité légale, pour les « forces de l'ordre », de *parades* plutôt que de *ripostes*. Elles seront d'ordres divers : contacts humains, formation et information des citoyens, de la population, action des partis politiques, réformes internes (aucun Etat, aucun régime, n'est parfait !) et, enfin, action policière.

Si ces parades sont sans effet et que la guerre révolutionnaire progresse, on en arrive à la *période insurrectionnelle de lutte ouverte*. Il ne s'agit plus alors pour l'autorité légale, pour les forces de l'ordre, de parades mais de *ripostes*, mieux encore de prendre l'« initiative des opérations » au sens militaire du mot.

Ces ripostes, il faut bien le préciser, doivent avoir été préparées, ce qui exige un travail long et difficile.

C'est tout d'abord la tâche du SR qui aura préalablement été mis au point pour cette activité particulière.

C'est enfin l'entrée en action de l'organisation *décentralisée* de la défense intérieure du territoire, du pays. Le combat va s'engager, ne l'oublions pas, sur le terrain imposé par l'adversaire, c'est-à-dire au milieu de la population.

Cette défense comprendra des *formations statiques*, des *formations mobiles* et des *formations clandestines*.

Les *formations statiques* constituent ce que les Français appellent le quadrillage du territoire. Elles représentent les éléments engagés a priori.

¹ Dans ce chapitre et afin de rendre l'exposé plus clair, nous avons adopté, pour le processus de la Révolution, une succession des opérations (au sens général du mot), un classement des phases, simplifié par rapport au schéma de Trotsky, en ramenant à *deux* les cinq points de ce dernier. La période pré-insurrectionnelle groupe les phases 1 et 2 de Trotsky ; la période insurrectionnelle de lutte ouverte, les phases 3 à 5.

Les *formations mobiles* (forces d'intervention) représentent les réserves des dispositifs de la guerre classique.

Mais hâtons-nous d'ajouter qu'il ne doit pas y avoir deux hiérarchies, deux subordinations, deux commandements distincts. Tous les moyens doivent être subordonnés à un chef unique responsable d'un secteur. Le principe de la guerre classique : « un compartiment, une mission, un chef, des moyens » reste valable, on le conçoit aisément, dans la guerre révolutionnaire.

D'après les nombreuses expériences de nos voisins de l'ouest, les écueils à éviter, dans le domaine purement militaire de la guerre révolutionnaire, sont les suivants :

- Importance exagérée donnée à la tâche territoriale par rapport à la tâche opérationnelle. Cette erreur permettrait en effet à l'adversaire d'accabler séparément chaque élément du service territorial, chaque « carré » du quadrillage, à part l'un de l'autre, tandis que le chef du secteur, privé de réserves suffisantes, se trouverait dans l'impossibilité de saisir l'occasion qui lui est peut-être offerte de remporter une victoire classique par les armes¹.
- Ou l'inverse, surestimation donnée à l'aspect classique, « opérationnel », des forces mobiles d'intervention, au détriment de la tâche territoriale. Le travail en profondeur pour garder le contrôle de la population, pour la rallier, ne pourrait alors s'accomplir, et tant que la population n'est pas « pacifiée », conquise, au sens psychologique du mot, on ne peut prévoir une issue victorieuse de la guerre.

A propos des *forces clandestines*, il suffira de rappeler ce que nous avons déjà dit concernant l'action civile, car c'est en somme la même chose. Nous avons vu plus haut qu'elles

¹ Il faut cependant rappeler ce que nous écrivons plus haut (page dix) et que la présente remarque ne veut pas contredire.

sont non seulement utiles mais indispensables dans le domaine du renseignement, de l'exploration, de la sûreté, de l'exploitation du succès et comme organisations d'auto-défense.

6. ORGANISATION DU COMMANDEMENT. HIÉRARCHIE

Dans la guerre révolutionnaire — nous l'avons déjà vu, mais il faut le redire — il n'y a pas de problème militaire qui se présente aux chefs sans incidence civile, sans un aspect psychologique et, notamment, sans un côté information. Il importe en particulier, à propos de ce dernier point, d'informer la population, l'armée, pour avoir l'opinion générale pour soi, et certaines mesures de cet ordre ont plus d'influence que les armes classiques.

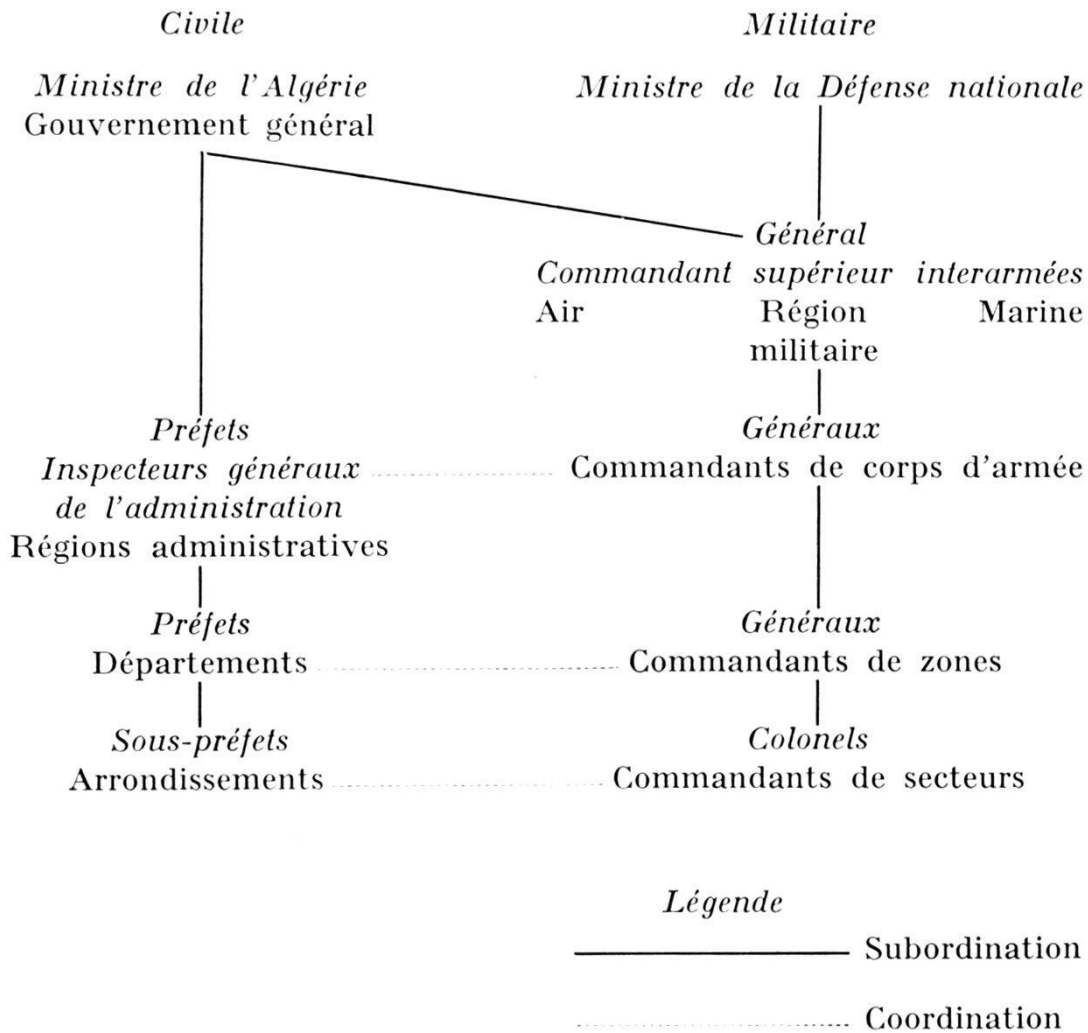
C'est pourquoi il faut créer aux échelons élevés un poste d'aide du commandement qui sera occupé par celui que le colonel Lacheroy¹ appelle le « troisième homme ». Avec le sous-chef d'état-major opérations, avec le sous-chef « arrières », il faut celui qui étudiera pour le chef, et qui lui présentera, le côté humain, le support humain de la guerre.

Mais cela ne suffit pas. Les hiérarchies civile et militaire doivent être juxtaposées. C'est pourquoi, par exemple, en Algérie, avant les événements du 13 mai, l'organisation du commandement suivante avait été adoptée, de manière à provoquer automatiquement les coordinations, les interpénétrations nécessaires².

¹ Op. cit.

² Depuis les événements de mai 1958, les autorités civiles ont été, supprimées ou subordonnées aux autorités militaires, ce qui simplifie évidemment la collaboration !

HIÉRARCHIE



7. CONCLUSIONS

Alors même qu'il n'y aurait qu'un minimum de probabilité que nous fussions mêlés à une guerre révolutionnaire, il semble néanmoins qu'il ne convient pas de prendre vis-à-vis d'elle une attitude comparable à celle du Général Gamelin, après la campagne de Pologne de 1939, quand il disait : « On ne fait pas ça à l'Armée française ». Et ce fut, faut-il le rappeler, 1940.

Il ne faudrait pas croire non plus que l'armée organisée doive être supprimée pour vaincre les « partisans » — qu'elle doive « prendre le maquis » pour remplir cette tâche — car

elle est au contraire le support indispensable de la victoire contre la guérilla. En le faisant, on suivrait l'exemple de Gribouille qui se jetait à l'eau pour ne pas être mouillé par la pluie. « Les forces organisées sont le seul moyen de vaincre. Elles existent parce que les sociétés qui les emploient existent et ce sont ces forces qui doivent, en fin de compte, être mises hors de cause ou détruites si les partisans veulent vaincre. Ils ne pourront justement le faire qu'en organisant des forces régulières au fur et à mesure de leurs progrès et de l'affaiblissement de leur adversaire ».¹

Mais de là à dire que la possibilité, même très faible, d'une guerre révolutionnaire, dans lesquelles nous serions engagés, soit sans influence aucune sur la réorganisation des troupes dont il est question chez nous, il y a un pas que nous ne franchirions pas. Ce serait au contraire une raison de plus, à notre avis, pour garder nos effectifs, notamment une infanterie nombreuse et rustique, comme aussi pour « reconsidérer »² notre service territorial. Et ce serait encore une raison pour créer, dans les états-majors supérieurs, le « troisième homme », le chef de l'action psychologique et de l'information

Colonel-divisionnaire MONTFORT

OUVRAGES CONSULTÉS

- Commandant Jacques HOGARD : Articles et études parus dans la « Revue de Défense nationale », « Revue militaire d'information », « Schweizer Monatshefte, Wehrkunde ».
- « Revue militaire d'information », numéros de janvier, février-mars, août, décembre 1957 et janvier 1958.
- Général de corps d'armée ALLARD, commandant le corps d'armée d'Alger¹. Conférence donnée à S.H.A.P.E., le 15 novembre 1957 : *Les missions de l'Armée française dans la guerre révolutionnaire d'Algérie.*

¹ *Guérilla, Guerre en surface, Guerre révolutionnaire*, par le capitaine H. MARTIN, « Revue militaire d'information », août 1957.

² Dans le sens de lui donner davantage de considération et de force de combat.

³ Mêlé depuis aux événements d'Algérie de mai dernier.

- Colonel LACHEROY, chef du Service d'action psychologique et d'information de la Défense nationale¹. Conférence aux officiers de réserve de la I^{re} Région militaire, le 2 juillet 1957 : *Guerre révolutionnaire et Arme psychologique*.
- *Contre-révolution, stratégie et tactique*, par ***. Editeur Jean Haust, Liège.
- Fritz STERNBERG : *Die militärische und die industrielle Revolution*. — Verlag Franz Vahlen, Berlin und Frankfurt a.M., 1957.
- Felix STEINER, General, Oberbefehlshaber der Armeegruppe Steiner : *Von Clausewitz bis Bulganin*. — Deutscher Heimat-Verlag, Bielefeld, 1956.
- Mao TSE-TUNG : *Ausgewählte Schriften*. — Dietz Verlag, Berlin, 1957.
- SUN TSE : *Règles de l'art militaire*. — Berger-Levrault, Paris.
- Major John H. CUSHMAN : *Harness the Revolution*. « Military Review », January 1955.
- Lieutenant J. J. SERVAN-SCHREIBER² : *Lieutenant en Algérie*. — René Juillard, Paris.
- Pierre ROLLAND : *Contre-guérilla*. — Edition Louvois, Paris.

Le plan Schlieffen

En conclusion d'un excellent résumé du plan Schlieffen, paru en mai dans la *R.M.S.*, le D^r Steiner invite ses lecteurs à prendre connaissance d'un ouvrage sur la matière dû à la plume du professeur Gerhard Ritter³. Suivant ce conseil, nous avons constaté que l'éminent professeur examine les nombreux écrits du comte v. Schlieffen — chef de l'E.M.G. allemand de 1891 à 1906 — non pas en militaire, mais en

¹ Mêlé depuis aux événements d'Algérie de mai dernier.

² Directeur du journal « L'Express » de Paris.

³ *The Schlieffen Plan*. Volume relié de 195 pages dont six croquis, paru chez Oswald Wolf limited, London 1958. C'est une traduction de l'original allemand publié, en 1956, par R. Oldenburg, Munich, et dont l'étude serait indispensable à celle de *Staatskunst und Kriegshandwerk* du même auteur.